



## CHAPITRE 33

## CHAPTER 33

Loi concernant les forces hydrauliques de  
la rivière Outaouais

An Act respecting the waterpowers of the  
river Ottawa

[Sanctionnée le 29 mai 1942]

[Assented to, the 29th of May, 1942]

Préambu-  
le.

**A**TTENDU que la rivière Outaouais se trouvant, sur la plus grande partie de son cours, à former la ligne de division entre les provinces de Québec et d'Ontario, ces deux provinces ont des droits dans les diverses forces hydrauliques qui s'y trouvent;

Attendu que l'exploitation de ces forces hydrauliques serait grandement facilitée par des concessions réciproques qui permettraient à chaque province d'aménager les sites les plus avantageux pour elle;

Attendu que la province d'Ontario s'est déclarée prête à négocier un tel échange par lequel elle obtiendrait le droit d'aménager certains sites du haut de la rivière, tandis que cette province obtiendrait le droit d'aménager d'autres sites dans la partie inférieure;

Attendu qu'il y a lieu d'autoriser cet échange, vu spécialement que cette province obtiendrait ainsi les sites qu'elle peut le plus avantageusement développer à proximité des centres d'utilisation;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Bail à  
The Hy-  
dro-Elec-  
tric Power  
Commis-  
sion.

**1.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à louer, pour la période de temps et aux conditions qu'il déterminera, à *The Hydro-Electric Power Commission of Ontario*, corporation ayant son siège social à Toronto, ou à toute autre corporation

**W**HEREAS the river Ottawa, for the greater part of its course, forms the dividing line between the provinces of Quebec and Ontario, and both such provinces have rights in the various water-powers therein;

Whereas the utilization of such water-powers would be greatly facilitated by reciprocal concessions which would enable each province individually to develop the sites most advantageous to it;

Whereas the Province of Ontario has declared itself ready to negotiate such an exchange whereby it would obtain the right to develop certain sites in the upper part of the river, while this Province would obtain the right to develop other sites in the lower part;

Whereas it is expedient to authorize such exchange inasmuch as this Province would thereby obtain the sites which it may develop to the greatest advantage in proximity to power-consuming centres;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to lease, for such period of time and upon such conditions as he may determine, to *The Hydro-Electric Power Commission of Ontario*, a corporation having its corporate seat at Toronto, or

Lease to  
Ontario  
Hydro.

formée par la province d'Ontario pour lui succéder, la partie située en cette province des forces hydrauliques de la rivière Outaouais connues sous le nom de "Cave & Fourneaux", "Des Joachims" et "Chenaux", y compris le terrain requis pour l'emplacement des constructions nécessaires pour l'aménagement de ces forces hydrauliques et tous les droits dépendant de l'autorité législative de cette province requis pour utiliser ces forces hydrauliques en élevant l'eau de la rivière aux niveaux de retenue suivants (au dessus du niveau moyen de la mer), savoir

Cave & Fourneaux.....	575
Des Joachims.....	500
Chenaux.....	285

Cette location pourra comprendre le droit d'utiliser, avec les forces hydrauliques "Des Joachims", la moitié de la hauteur de chute du site connu sous le nom de "Paquette".

Bail  
par Onta-  
rio.

2. La location ci-dessus ne pourra être consentie qu'en retour de la location par Sa Majesté, au nom de la province d'Ontario, pour une égale période de temps et à des conditions analogues, à la Commission des eaux courantes de Québec ou à toute autre corporation formée par cette province pour lui succéder, de la partie située en la province d'Ontario des forces hydrauliques de la rivière Outaouais connues sous le nom de "Rocher Fendu" et "Carillon", y compris le terrain requis pour l'emplacement des constructions nécessaires pour l'aménagement de ces forces hydrauliques et tous les droits dépendant de l'autorité législative de ladite province requis pour utiliser ces forces hydrauliques en élevant l'eau de la rivière aux niveaux de retenue suivants (au dessus du niveau moyen de la mer), savoir

Rocher Fendu.....	350
Carillon.....	135

Cette location pourra comprendre le droit d'utiliser, avec les forces hydrauliques de "Rocher Fendu", la moitié de la hauteur de chute du site connu sous le nom de "Paquette".

Condi-  
tions:

3. Les conditions suivantes, entre

to any other corporation formed by the Province of Ontario to succeed it, that portion situated in this Province of the waterpowers of the river Ottawa known as *Cave & Fourneaux*, *Des Joachims* and *Chenaux*, including the land required for the site of the necessary works for the development of such waterpowers and all the rights, within the legislative authority of this Province, required to utilize such waterpowers by raising the water in the river to the following head-water levels (feet above mean sea-level), namely

<i>Cave &amp; Fourneaux</i> .....	575
<i>Des Joachims</i> .....	500
<i>Chenaux</i> .....	285

Such lease may include the right to utilize, in conjunction with the *Des Joachims* waterpowers, one-half of the fall at the site known as *Paquette*.

2. The above lease may only be granted in return for the lease by His Majesty, in the right of the Province of Ontario, for an equal period of time and upon similar conditions, to the Quebec Streams Commission or to any other corporation formed by this Province to succeed it, of that portion, situated in the Province of Ontario, of the waterpowers of the river Ottawa known as *Rocher Fendu* and *Carillon*, including the land required for the site of the necessary works for the development of such waterpowers and all the rights, within the legislative authority of the said Province, required to utilize such waterpowers by raising the water in the river to the following head-water levels (feet above mean sea-level), namely

<i>Rocher Fendu</i> .....	350
<i>Carillon</i> .....	135

Such lease may include the right to utilize, in conjunction with the *Rocher Fendu* waterpowers, one-half of the fall at the site known as *Paquette*.

3. The following conditions, amongst Conditions:

autres, pourront être insérées dans le bail prévu à l'article 1:

Diver-  
sions;

1° Le locataire aura droit de changer ou détourner le cours de l'eau de la rivière à la condition de rendre l'eau au chenal naturel en bas du site faisant l'objet de la location;

Acquisi-  
tion de  
terrains,  
etc.;

2° En considération des prestations stipulées au bail, le bailleur sera tenu d'acquiescer, s'il ne les possède lors de la signature du contrat, tous les terrains et droits appartenant à des tiers et faisant l'objet de la location, et faute d'avoir acquis des droits suffisants, devra acquitter tous dommages résultant, dans son territoire, de l'aménagement au niveau prévu. Le locataire devra fournir une description complète et détaillée des terrains et droits requis pour l'aménagement et à défaut de ce faire, il sera responsable de toutes dépenses additionnelles en résultant;

Droits  
sauvegar-  
dés;

3° Les droits loués ni aucune partie essentielle de l'aménagement ne pourront être expropriés à l'encontre du locataire par le bailleur ou sous son autorité. Le locataire ne sera pas assujéti au contrôle prévu par la Loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) ou par toute loi analogue, sauf en ce qui concerne l'énergie électrique distribuée ou vendue dans cette province;

Appel;

4° Au cas où l'autorisation prévue à l'article 6 de la Loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) ou à toute disposition analogue serait refusée pour la construction de digues ou autres ouvrages pour l'aménagement des forces hydrauliques faisant l'objet desdits baux, le locataire pourra appeler de cette décision au tribunal arbitral prévu à l'article 4 de la présente loi;

Redevan-  
ces pour  
emmagas-  
inement;

5° Le locataire sera tenu de payer de justes redevances annuelles pour compenser tous frais encourus par le bailleur pour tous travaux existants ou à venir destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière au site loué et cela, en tenant compte de l'aménagement total dans les deux provinces bénéficiant de ces travaux. Avant que des travaux de ce genre ne soient exécutés, le locataire devra en être informé par écrit; et s'il s'y oppose, le litige sera soumis au tribunal arbitral prévu à l'article 4 de la présente loi. La

others, may be included in the lease contemplated in section 1:

1. The lessee shall have the right to change or divert the course of the waters of the river subject to returning the waters to the natural channel below the site which is the subject of the lease;

Diversion  
of waters;

2. For the considerations stipulated in the lease, the lessor shall be obliged to acquire, if it does not possess the same at the signing of the lease, all the lands and rights held by third parties which form the subject of the lease, and, upon failure to acquire sufficient rights, shall pay for all damages resulting, within its territory, from the development to the level contemplated. The lessee shall furnish a complete, detailed description of the lands and rights required for the development and, upon failure to do so, shall be liable for any additional expense resulting therefrom;

Acquisi-  
tion of  
lands,  
etc.;

3. Neither the leased rights nor any essential part of the development may be expropriated from the lessee by the lessor or under its authority. The lessee shall not be subject to the control contemplated by the Electricity Act (Revised Statutes, 1941, chapter 99) or by any similar act, save as regards electric power distributed or sold in this Province;

Rights  
safe-  
guarded;

4. In the event of the authorization contemplated in section 6 of the Water-Course Act (Revised Statutes, 1941, chapter 98) or in any similar enactment, being refused for the construction of dams or other works for the development of the waterpowers which are the subject of the lease, the lessee may appeal from such decision to the arbitral tribunal provided for in section 4 hereof;

Appeal;

5. The lessee shall be bound to pay fair annual charges to take care of expenses incurred by the lessor for any works heretofore or hereafter executed to increase or to regulate the flow of the river at the site leased, taking into account the total development in both provinces benefiting from such works. Before works of this kind are undertaken, the lessee shall be notified thereof in writing; and if the lessee objects the issue shall be submitted to the arbitral tribunal provided for in section 4 hereof. This provision shall not be

Storage  
charges;

présente disposition ne pourra être considérée comme une autorisation d'exécuter de tels travaux dans la section interprovinciale de la rivière;

Exemption de taxes;

6° Le locataire sera exempt de tous droits et taxes provinciaux et nonobstant toute loi générale ou spéciale, ne sera, en ce qui concerne les biens loués et les constructions érigées pour le développement d'énergie hydro-électrique, assujetti aux taxes municipales ou scolaires que dans la mesure où le bail y pourvoira;

Mainmorte;

7° Nonobstant toute loi de mainmorte présente ou à venir, le locataire aura droit de posséder, en cette province, les biens loués et toutes constructions et améliorations requises pour leur pleine utilisation et la production d'énergie électrique;

Lois applicables.

8° Le bail sera censé avoir été fait dans la province du bailleur et sera régi par ses lois.

Tribunal arbitral.

4. Tout litige résultant de l'un ou l'autre des baux prévus par la présente loi sera décidé par un tribunal arbitral composé de trois membres dont un sera choisi par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, un autre par le gouvernement de la province d'Ontario et le troisième par les deux autres. S'ils ne peuvent s'entendre, le troisième membre du tribunal sera choisi par le juge en chef du Canada.

Conclusions.

Les conclusions de deux membres quelconques du tribunal qui sont du même avis, seront les conclusions du tribunal, et si plus d'une affaire est soumise en même temps au tribunal, cette règle s'appliquera pour chaque affaire.

Frais.

Le tribunal arbitral aura le pouvoir d'adjuger sur les frais d'arbitrage, mais ces frais ne comprendront pas la rémunération des deux membres du tribunal en premier lieu nommés, lesquels seront payés par celui qui les aura nommés.

Appel.

Il y aura appel de la décision de tout tribunal arbitral à la Cour du banc du roi comme d'un jugement final de la Cour supérieure, chaque fois que la décision portera sur un litige provenant du bail prévu à l'article 1 ou de l'article 5 de la présente loi.

Tarif général.

5. Ce sera une condition des baux prévus aux articles 1 et 2, que la Commission

deemed to authorize the construction of such works in the interprovincial section of the river;

6. The lessee shall be exempt from all provincial taxes and fees and, notwithstanding any general law or special act, shall not, as regards the property leased and the works erected thereon for the development of hydro-electric power, be subject to municipal or school taxes save as provided for in the lease;

Exemption from taxation;

7. Notwithstanding any present or future mortmain act, the lessee shall have the right to hold, in this Province, the properties leased and all works and improvements required for their full utilization and the production of electric power;

Mortmain;

8. The lease shall be deemed to have been executed in the province of the lessor and shall be governed by its laws.

Laws applicable.

4. Any dispute arising from either of the leases contemplated by this act shall be decided by an arbitral tribunal composed of three members, one of whom shall be chosen by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, another by the Government of the Province of Ontario and the third by the other two. If they cannot agree, the third member of the tribunal shall be chosen by the Chief Justice of Canada.

Arbitral tribunal.

The conclusions of any two members of the tribunal who are of the same opinion shall be the conclusions of the tribunal and if more than one item be submitted to the tribunal at the same time, this rule shall apply to each item.

Conclusions.

The arbitral tribunal shall have power to adjudicate upon the costs of arbitration, but such costs shall not include the remuneration of the two members of the tribunal first appointed, each of whom shall be paid by the party which appointed him.

Costs

An appeal shall lie from the decision of any arbitral tribunal to the Court of King's Bench as from a final judgment of the Superior Court, whenever the decision relates to a dispute arising out of the lease contemplated in section 1 or out of section 5 hereof.

Appeal

5. It shall be a condition of the leases contemplated under sections 1 and 2, that

Tariff of rates.



des eaux courantes de Québec devra établir un tarif général adéquat fixant les taux qui devront être exigés de tout usager des eaux de la rivière Outaouais en cette province pour compenser tous frais encourus par Sa Majesté, au nom de la province d'Ontario ou toute corporation agissant pour elle, à cette fin, pour tous travaux destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière et cela, en tenant compte de tous les aménagements, dans les deux provinces, bénéficiant de ces travaux. Ce tarif sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Tous montants perçus par la Commission des eaux courantes de Québec en vertu d'un tel tarif seront remis au trésorier de la province d'Ontario ou à la corporation susdite.

Paie-  
ment par  
Commis-  
sion des  
eaux cou-  
rantes.

Au cas où la Commission des eaux courantes de Québec exploiterait elle-même certaines forces hydrauliques de la rivière Outaouais autres que celles visées à l'article 2, elle sera tenue de payer elle-même un montant égal à celui qu'elle devrait percevoir d'un autre usager.

Récipro-  
cité.

La présente disposition n'aura d'effet qu'à la condition qu'une disposition analogue soit décrétée et mise à effet par la province d'Ontario pour la répartition des frais encourus par cette province ou par la Commission des eaux courantes de Québec ou toute autre corporation agissant pour cette province aux mêmes fins, pour des travaux en cette province destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière Outaouais.

Litiges.

Tout litige résultant du présent article sera décidé par le tribunal d'arbitrage prévu à l'article 4.

Pas d'in-  
jonction.

**6.** Ce sera une condition des baux prévus aux articles 1 et 2, qu'aucune tierce personne prétendant subir un préjudice par un aménagement prévu auxdits baux, n'aura aucun recours par injonction ou autre bref mais ne pourra réclamer que des dommages.

Acquisi-  
tions.

**7.** Quand le bail prévu à l'article 1 aura été signé, le ministre des terres et forêts pourra acquérir, à l'amiable ou par expropriation, tous terrains ou droits réels requis pour l'aménagement prévu et pour tous travaux accessoires, y compris le ré-

the Quebec Streams Commission shall establish an adequate general tariff fixing the rates which shall be charged for any use of the waters of the river Ottawa in this Province, to take care of any expenses incurred by His Majesty, in the right of the Province of Ontario or by any corporation acting for that Province for such purpose, for any work to increase or to regulate the flow of the river, taking into account all developments in both provinces which benefit from such works. Such tariff shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. All sums collected by the Quebec Streams Commission under such a tariff shall be remitted to the Treasurer of the Province of Ontario, or to such corporation.

Should the Quebec Streams Commission itself utilize certain waterpowers of the river Ottawa other than those contemplated in section 2, it shall itself be obliged to pay an amount equal to that which it otherwise would collect from any other user.

Payment  
by  
Streams  
Commis-  
sion.

This provision shall only have effect on the condition that a similar provision be enacted and enforced by the Province of Ontario for the apportionment of the expenses incurred by this Province or by the Quebec Streams Commission or by any other corporation acting for this Province for the same purposes, in respect of works in this Province to increase or to regulate the flow of the river Ottawa.

Recipro-  
cal provi-  
sion by  
Ontario.

Any dispute arising out of this section shall be decided by the arbitral tribunal contemplated in section 4.

Disputes.

**6.** It shall be a condition of the leases contemplated under sections 1 and 2, that no third party, claiming to have been injured by reason of any development contemplated by the said leases, shall have any remedy by way of injunction or other process but by way of damages only.

No in-  
junction.

**7.** When the lease contemplated in section 1 shall have been signed, the Minister of Lands and Forests may acquire, by agreement or by expropriation, any lands or real rights required for the contemplated development and for all accessory

Acquisi-  
tion of  
land, etc.

tablissement en nouvel emplacement de chemins, voies ferrées ou autres constructions.

works, including the re-establishing on new sites of roads, railway tracks or other structures.

Paie-  
ment.

Toutes sommes dues en vertu du présent article sont payables sur le fonds consolidé du revenu.

All sums due under this section shall be payable out of the consolidated revenue fund. Payment.

Entrée en  
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.